

IMPACT DU MILIEU RURAL SUR LA GESTION DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE.

Expérience des Instituts Supérieurs Pédagogiques d'Opala et Yambula dans la province de la Tshopo en RDC.

Gustave Yalobali Bolene¹ Et André Basoy Basunga²

¹Licencié en Sciences politiques et Administratives à l'Université de Kisangani et Assistant₂ à l'Institut Supérieur Pédagogique d'Opala, ISP-OPALA, en RDC

²Docteur en Sociologie, Professeur à l'Université de Kisangani et Directeur Général de l'ISP-OPALA, en RDC.

ABSTRACT

The establishment of the Higher Pedagogical Institutes of Opala and Yambula in rural areas responded to the policy of spin-off of higher education and university establishments as advocated by the Government of the Democratic Republic of Congo. This spin-off consisted of a kind of decentralized establishment for the "universalization" of the training of young secondary school finalists and a decongestion of public sector education establishments in urban areas. However, unfortunately, it has been observed that this policy is not well supported by accompanying measures in all higher education establishments in the DRC, in general, and in rural areas, in particular.

ISP Opala and ISP Yambula are victims of this policy, especially since they are located in rural areas. This last environment, instead of contributing to the emergence of these two institutions, has a rather negative influence on the administrative, financial and academic management of these two higher education and university establishments in the territories of Opala and Isangi, in the Province of the Tshopo.

1. INTRODUCTION

Le développement de tout Etat moderne est étroitement fonction de la capacité intellectuelle de sa ressource humaine. Plus il y a des intellectuels dans un pays, plus ce dernier a des chances de prospérer. L'acquisition de cette capacité intellectuelle se passe par les canaux de l'enseignement en commençant par le maternel, le primaire, le secondaire et enfin le supérieur et universitaire.

La prolifération des institutions d'enseignement supérieur et universitaire est un phénomène qui se remarque à la fin du XXe et au début de ce XXIe siècle et cela dans les milieux urbains comme ruraux, à l'ère de la course vers l'industrialisation et de « la mondialisation » des pays n'ayant pas les mêmes conditions et réalités historiques, économiques, sociales, démographiques et culturelles.

La République Démocratique du Congo n'échappe pas à ce fléau. Ainsi, elle a mis en place une politique d'essaimage des établissements d'enseignement supérieur universitaire. Le principe fondamental gouvernant cet essaimage consiste à conjuguer les efforts de l'Etat avec ceux des communautés de base. Le ministère s'est fondé sur ce principe, notamment lors du choix des lieux d'implantation des établissements comme lors du choix des autorités académiques. En retour, la population devait se mobiliser pour apporter aux établissements ouverts toute l'aide qu'elle serait capable de fournir, notamment, les bâtiments pour le fonctionnement provisoire et le terrain devant recevoir les constructions des locaux propres à ces établissements. La philosophie nouvelle consiste à partager le plus équitablement possible la capacité nationale en matière d'enseignement supérieur et universitaire. Ainsi, le Ministère de l'ESU avait pensé qu'il n'y avait pas d'autre issue que la dissémination des établissements à travers l'ensemble du territoire national dans le but de faire déplacer les enseignants vers les étudiants et non les étudiants vers les enseignants.

Néanmoins, cette politique de l'essaimage se confronte aux problèmes de la gestion des établissements qui ont la charge d'assurer l'enseignement supérieur et universitaire dans le milieu rural comme dénote notre observation sur la gestion des instituts supérieurs pédagogiques d'Opala et de Yambula. Il se dégage aussi le constat selon lequel l'ISP-OPALA et l'ISP-YAMBULA connaissent depuis leurs créations un retard considérable dans l'application des instructions académiques voire la non application de certaines instructions du gouvernement de la République. Nous constatons aussi qu'il y a sur terrain l'absence de l'ensemble des structures administratives et la présence temporaire et non régulière du personnel académique et scientifique dans les sites d'implantation de ces deux institutions. La majorité de ce personnel réside dans la ville de Kisangani, en commençant par les membres des comités de gestion.

Au regard de ce qui précède, les interrogations suivantes allument notre curiosité :

- Est-ce que les milieux d'implantation de l'ISP Opala et ISP Yambula influencent-ils la gestion administrative, financière et académique de ces établissements?
- Quel est l'impact du milieu rural sur la gestion administrative, financière et académique de ces deux établissements d'enseignement supérieur et universitaire ?

Pour répondre à ces préoccupations émises dans la problématique, nous pensons à titre d'hypothèses que :

- Les milieux d'implantation de l'ISP Opala et ISP Yambula influenceraient négativement la gestion administrative, financière et académique de ces établissements d'enseignement supérieur d'autant plus que ces milieux sont extrêmement pauvres.
- Ces milieux auraient d'impact négatif sur la gestion administrative (gestion des ressources humaines, gestion des finances et gestion des infrastructures de base) et académique (gestion des enseignements, gestion des travaux académiques et gestion de la réussite des étudiants).

La présente étude vise principalement à analyser l'impact de la multiplication des établissements d'enseignement supérieur et universitaire dans le milieu rural sur la gestion administrative de ces derniers. A côté de cet objectif principal, il existe d'autres objectifs d'ordre spécifique notamment : analyser la politique d'essaimage des établissements d'enseignement supérieur et universitaire en RDC et expliquer le rapport qui existe entre le milieu et la gestion d'un établissement.

Le présent travail présente un double intérêt à la fois scientifique et pratique.

Scientifiquement, ce travail vient de combler un vide théorique en ajoutant des nouvelles connaissances en science administrative, en administration de développement, en développement rural, à l'analyse des politiques publiques et en grands services publics. Pratiquement, cette étude doit servir une base de données aux gestionnaires des établissements d'enseignement supérieur et universitaire et aussi au gouvernement congolais, initiateur de cette politique d'essaimage.

Hormis l'introduction et la conclusion, le présent article comporte quatre principaux points. Le premier présente la méthodologie de recherche, le deuxième point est consacré à la politique d'essaimage des établissements d'enseignement supérieur et universitaire en RDC. Le troisième point traite de problèmes spécifiques de l'environnement fonctionnel de l'ISP Opala et ISP Yambula. Et le quatrième point porte sur l'impact des problèmes spécifiques des milieux d'implantation sur la gestion de l'ISP Opala et ISP Yambula

2. LA METHODOLOGIE DE RECHERCHE

Sans entrer dans la guerre conceptuelle de la méthodologie, nous la considérons cependant comme la colonne vertébrale d'une recherche scientifique ou d'une explication scientifique des faits sociaux. La méthodologie de recherche c'est l'ensemble de méthodes, approches et techniques qui servent de cadre conceptuel, théorique et opérationnel des faits observés et des moyens de leur récolte, traitement et analyse.

Ainsi, notre démarche explicative de la politique d'essaimage des établissements d'enseignement supérieur et universitaire en RDC en la mettant à l'épreuve de la gestion administrative des établissements évoluant en milieu rural a obéi à un raisonnement systémique.

Nous avons procédé par des observations directes engagées des établissements sous études, l'organisation des entretiens dirigés avec les membres du comité des gestion, personnel scientifique, administratif, et étudiants et la lecture des documentations pour avoir des informations nécessaires en vue de compiler notre analyse.

3. POLITIQUE D'ESSAIMAGE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE EN RDC.

L'essaimage, selon BERTHERAT, c'est « cette forme de création d'entreprise contemporaine qui se concrétise par le développement d'une entité nouvelle par un salarié qui quitte alors son entreprise, aidé dans sa démarche de création par son ancien employeur »¹. Cette pratique, qui insuffle sur le marché un dynamisme entrepreneurial, dispose d'atouts indéniables pour s'imposer auprès des nouveaux entrepreneurs, mais également auprès des entreprises qui peuvent s'en servir comme une technique de redynamisation interne, et donc d'accroissement de la productivité.

L'origine de cette politique, dans l'enseignement supérieur et universitaire en RDC, remonte vers les années 80, les années au cours desquelles, le secteur de l'enseignement a cessé d'être le monopole exclusif de l'Etat, pour devenir plus libéral. Les universités redevenues « autonomes » n'avaient plus rien de leur prestige d'avant 1971. L'immoralité, l'indiscipline et le manque de rigueur scientifique qui avaient déjà élu domicile au cours de la nationalisation des universités eurent une incidence réelle sur la qualité de l'enseignement, bref sur la vie universitaire, en général. La prolifération des établissements d'enseignement supérieur et universitaire en RDC est due suite au désengagement de l'Etat. LUTUTALA note à ce sujet que « le désengagement de l'Etat déboucha sur des mouvements revendicatifs des étudiants, la fermeture des établissements publics, la politisation de l'université dans le but de contrôler les mouvements réactionnaires »². C'est dans ce contexte que les établissements privés d'enseignement supérieur virent le jour. Dans la longue marche vers le foisonnement des établissements privés d'enseignement, il faut sans doute retenir la décision d'Etat n°76/CC/89 prise par le Comité central, la plus haute instance politique du Mouvement Populaire de la Révolution, libéralisant le secteur de l'enseignement supérieur et universitaire jadis apanage étatique.

Cependant, cette décision et bien d'autres qui suivirent ne furent pas du tout entourées des mesures d'accompagnement à cause de la démission manifeste de l'Etat congolais dans les divers secteurs d'activités nationales. Cette autorisation mal encadrée qui a donné lieu à un véritable laisser-aller même si, convient-il de le reconnaître, la pertinence et la nécessité de la privatisation de l'enseignement soient une aubaine au regard de la croissance effrénée de la demande sociale à l'enseignement supérieur ou de la tendance à l'« universalisation » de la formation des jeunes finalistes du secondaire, la diminution de la capacité d'accueil dans le secteur public de l'enseignement.

Les demandes pressantes de multiplier les établissements d'enseignement supérieur, font remarquer Otemikongo Mandefu et Losumbe Bondondo, « ont été formulées au Gouvernement à la fois par la Banque Mondiale, les élus du peuple et les délégués à la Conférence Nationale Souveraine. Saisies par le Gouvernement, ces demandes ont été converties en ce que l'on appelle au Congo-Kinshasa politique d'essaimage (une sorte de l'implantation décentralisée des établissements d'enseignement) également encouragée lors des Etats Généraux de l'Education tenus à Kinshasa en 1996. Un arrêté ministériel n°ESU/CABMIN/0044/93 du 7 octobre 1993 fut signé à cet effet pour la matérialisation de cette politique. Sept principales raisons retenues justifiaient cette politique : l'insuffisance d'établissements publics d'enseignement supérieur et universitaire face à l'étendue du pays ; la pression démographique de la demande potentielle de scolarisation ; le surpeuplement des établissements publics d'enseignement supérieur existants non-conforme à celle des demandeurs de scolarisation ; la déperdition en cours de formation ; la polarisation vers l'enseignement supérieur ; et, les coûts excessifs de transport dus à l'éloignement des centres empêchant les moins nantis de faire accéder leurs enfants aux études supérieures »³.

Depuis lors, le nombre d'établissements ne cesse d'augmenter comme nous le verrons dans les lignes qui suivent. En 2010, le nombre des établissements d'enseignement supérieur et universitaire toute catégorie confondue était levé à 1578 dont 966 privés et 612 publics. D'après ce résultat, l'offre privée dépasse très largement l'offre publique à l'enseignement supérieur. Dans cette euphorie, l'Etat, pour ne pas rester à la traîne,

¹ BERTHERAT, J. *L'essaimage, levier de la création d'entreprise*, La Documentation Française, 1989, p92.

² LUTUTALA MUMPASI, cité par PIDIKA MUKAWA D, la pléthorisation des établissements privés d'enseignement supérieur et universitaire à travers l'exemple congolais. Expression de la demande sociale ou de l'Etat en faillite ?, *in codesria*, 13ème AG, 5-9/12/2011, Rabat Maroc, p9. Disponible sur jaga.afrique.gouvernance.net/docs/didier-pidika-mukawa.pdf consulté le 17/03/2016 à 13h16.

³ OTEMIKONGO MANDEFU ET LOSUMBE BONDONDO, la politique d'essaimage des établissements d'enseignement supérieur et universitaire dans la ville de Kisangani, *in Revue de l'IRSA (7-8)*, 2001, p66.

a procédé à un essaimage sans précédent de nouveaux établissements publics : universités, instituts supérieurs techniques et/ou pédagogiques, etc.

PIDIKA MUKAWA note que, « nombre de ces établissements sont déjà devenus autonomes sans un réel travail de planification. Ce qui fait dire à certains observateurs que l'État a lui-même prêché par un mauvais exemple, l'affaiblissant ainsi davantage lorsqu'il se propose de « mettre de l'ordre » auprès des acteurs sociaux privés »⁴. Par ailleurs, si à première vue ces établissements paraissent comme une solution à la question de la demande sociale en enseignement supérieur, en même temps cette pléthorisation des établissements laisse planer beaucoup de doute quant à leur bien fondé réel. C'est cette inquiétude qui a manifestement poussé les députés nationaux le 17 décembre 2008 à interpeller le Ministre de l'enseignement supérieur en vue d'un éclaircissement de ce qu'ils ont qualifié de désordre organisé. Les réponses que donne le Ministre à ce propos sont évocatrices : « Nous assistons nous tous à l'extension d'un mal profond qui hypothèque l'avenir de notre nation. Il s'agit d'un cancer avec métastases qui touche toutes les provinces et tous les territoires, les secteurs et chefferies qui veulent avoir chacun son Université ou son Institut supérieur, sans se poser les questions sur les ressources humaines propres, les infrastructures d'accueil et les équipements de formation. C'est devenu populaire de montrer que l'on a amené dans son terroir un établissement d'enseignement supérieur en ne se posant pas la question du financement, de la prise en charge des enseignants, sans se poser aussi la question entre l'adéquation de la formation et les possibilités d'emploi. En effet, le phénomène de prolifération des établissements supérieur et universitaire a pris une ampleur inquiétante »⁵.

Dans l'extrait de cette adresse du Ministre, on peut très clairement relever la démission et la complicité de l'État dans ce phénomène. À travers l'examen du profil de quelques établissements, on retrouve un certain nombre de dérapages qui sont prémonitoires. On peut noter à cet effet l'absence d'originalité dans le cursus d'études offert, l'esprit mercantile tant au niveau des inscriptions et autres démarches qu'au niveau du recrutement du personnel, des projets d'encadrement éducatif à faisabilité douteuse. Les causes de cette pléthorisation peuvent être dues à la recherche du positionnement ou repositionnement dans le chef de nombreux promoteurs, en l'occurrence les acteurs politiques ainsi bien de la faillite de l'État. Un autre fait qui relève concerne le mobile qui anime les créateurs de ces établissements lorsqu'ils assimilent ces derniers à des boutiques et laissent transparaître clairement la recherche du lucre dans le chef de certains propriétaires de ces établissements.

Somme toute, la multiplication illicite des établissements d'enseignement supérieur et universitaire en République Démocratique du Congo est un problème vrai qui nécessite une prise en charge durable pour le développement du secteur scientifique voire du pays. Ainsi, le point qui suit va chercher à analyser l'influence des milieux ruraux d'implantation sur la gestion de l'ISP Opala et ISP Yambula.

4. LES PROBLEMES SPECIFIQUES DE L'ENVIRONNEMENT FONCTIONNEL DE L'ISP OPALA ET ISP YAMBULA

IV.1. Activités économiques des Territoires d'Isangi et d'Opala en Province de la Tshopo

Les activités économiques des territoires d'Isangi et d'Opala sont nombreuses. Elles peuvent être regroupées dans le secteur primaire, le secteur secondaire, le secteur tertiaire et le secteur quaternaire.

IV.1.1. Le secteur primaire.

Ce secteur comprend l'agriculture, l'élevage et la pêche.

A. L'agriculture

L'agriculture, au sens restreint du mot, est la principale activité économique que les populations de ces deux territoires pratiquent. Elles pratiquent l'agriculture traditionnelle reposant sur les méthodes et les techniques culturelles traditionnelles. Les outils de travail restent rudimentaires : la machette et la hache.

Ils cultivent principalement le riz, le maïs, le manioc, la banane. Les produits de ces champs sont destinés en premier lieu pour la consommation c'est-à-dire subvenir aux besoins alimentaires de la famille et quelque peu pour l'échange local (commerce local).

A l'instar de ces cultures vivrières, il existe aussi certaines cultures pérennes, notamment le palmier à l'huile, le cacao et l'hévéa qui sont moins pratiquées.

⁴ PIDIKA MUKAWA D, *op.cit.* p11.

⁵ MASHAKO MAMBA, extrait de son discours à l'Assemblée nationale, cité par PIDIKA MUKAWA, *op.cit.*, p.13.

B. La pêche

Cette activité est pratiquée en majorité par le peuple Lokele du Territoire d'Isangi. Elle joue le rôle capital par son importance appréciable dans l'alimentation de la population. La pêche pratiquée demeure archaïque ou artisanale.

C. L'élevage

Les peuples du territoire d'Isangi et celui d'Opala ne sont pas par nature des véritables éleveurs. Ils pratiquent seulement l'élevage de petits bétails et de volaille. En ce qui concerne l'élevage de basse-cour, il est pratiqué presque partout dans chaque famille.

IV.1.2. Le secteur secondaire

A. Artisanat

Les territoires d'Isangi et d'Opala regorgent plusieurs forgerons, tisserands, cordonniers, tailleurs,... sans différence de sexe. Cependant, il nous était difficile d'inventorier la production dans ce secteur parce que ces activités restent dans leurs quasi-totalités informelles.

B. Industries, petites et moyennes entreprises

Le Territoire d'Isangi a une industrie d'extraction d'huile de palme qui utilise une main d'œuvre d'au moins une centaine d'unités stables. Nous trouvons aussi, les moulins à farine de manioc, maïs, les usines artisanales de transformation de noix palmiste. Ces dernières servent aussi dans la fabrication des savons. Par contre dans le Territoire d'Opala, il n'existe aucune industrie d'extraction ou de transformation.

IV.1.3. Le secteur tertiaire.

Ce secteur comprend les services déconcentrés et centralisés de l'administration publique, les services marchands aux entreprises et aux particuliers, le commerce, le transport et communication, ainsi que les banques. Ces territoires jouissent d'une bonne situation géographique (le long du fleuve et des rivières) qui les permet d'exercer le petit commerce interne. Le commerce ambulancier, navetteur et le transitaire sont en grande partie effectués par la population.

Les principaux marchés publics du territoire d'Isangi dans lesquels les commerçants, les marchands et les vendeurs écoulent leurs produits sont Lisaliko, Yafira, Yanonge, Yalikombo, Yangambi, Lileko, Yahisuli, Ligasa, Imbolo-Beach, etc. Par contre, le Territoire d'Opala ne compte que sur les marchés de Yatolema, Yaleko, Yakoko et Opala-centre. A côté de ces grands marchés, il existe également de petits marchés traditionnels qui ne se marchandent qu'une fois par semaine et les vendeurs exposent leurs marchandises sur le sol.

IV.1.4. Le secteur quaternaire.

Le secteur quaternaire regroupe toutes les activités liées à l'information et à la communication. C'est ainsi que pour la communication cellulaire, nous retrouvons dans les territoires d'Isangi et d'Opala, des réseaux entre autres: Vodacom, Airtel, Orange qui n'arrivent pas à couvrir tous les villages ; tandis que dans le secteur d'information, nous avons des radios telles que Radio Télé BONDEKO d'Isangi, Radio KULOKOKO, Radio LISAGO pour le Territoire d'Isangi. Dans le Territoire d'Opala, on trouve la Radio Opala Développement (ODEV) et la Radio Communautaire d'Opala (RCA).

En outre, dans le cadre d'auto-développement, bon nombre de populations de ces territoires s'organisent en Associations Sans But Lucratif. Cependant, leurs actions n'aboutissent pas souvent aux buts ou résultats attendus faute de leadership communautaire et de manque de politique d'encadrement de ces paysans.

IV.2. Les problèmes spécifiques du milieu d'implantation des ISP Opala et Yambula

Dans un pays en voie de développement, les milieux ruraux présentent un faisceau des problèmes notamment les problèmes des moyens financiers, d'infrastructures et des ressources humaines. Ces problèmes influent sur la gestion et le fonctionnement d'une institution moderne comme établissement d'enseignement supérieur et universitaire en l'occurrence l'ISP Opala et l'ISP Yambula.

IV.2.1. La précarité financière des habitants des Territoires d'Isangi et d'Opala.

Toute entreprise a besoin des ressources financières pour mieux fonctionner et se développer. Elle ne peut tirer ces ressources que dans son environnement interne. Il est évident que la majorité de la population congolaise vit dans l'extrême pauvreté. Cet état de chose est plus alarmant dans le milieu rural que dans le milieu urbain. Les populations de ces deux territoires sont plus exposées dans la pauvreté. Comme nous l'avons épinglé dans la première section de ce chapitre, la population de ces deux entités ne vit que par l'agriculture. Cette agriculture

est vivrière. Ce n'est que le surplus de la production qui est destiné à la vente pour la recherche d'un gain financier.

Les activités financières sont limitées, le circuit monétaire n'est que périodique. Les revenus annuels des populations de ces deux territoires restent incalculables et incertains. Les paysans qui veulent liquider leurs produits dans les centres de consommation sont confrontés à des tracasseries policières, militaires et administratives. Alors que la voie fluviale et riveraine demeure la plus importante pour la circulation des produits, celle-ci souffre d'un foisonnement des postes fluviaux de la force navale communément appelés « Konge ».

De sa frontière avec le territoire d'Opala jusqu'à Kisangani, le territoire d'Isangi compte plus au moins 10 Konge. On prélève la somme de 6000 FC voire 10000 FC par pirogue pour chaque « Konge ». Ce même montant est exigé en retour comme en aller. Tout individu n'ayant pas une pièce d'identité (carte d'électeur ou d'impôt) ou ayant une carte d'Impôt sans photo passeport est obligé de payer une amende forfaitaire de 50000FC. Les populations de ces territoires ne revendiquent pas souvent et ne dénoncent pas cette situation. « Une des difficultés importantes du travail social en milieu rural tient aux attitudes « taiseuses », de personnes ou de familles qui supportent sans se manifester de très mauvaises conditions de vie, se replient sur elles-mêmes, ou se protègent du qu'en dira-t-on »⁶.

Cette situation sécuritaire provoque la terreur dans le chef des paysans et les appauvrit d'avantage de sorte qu'ils préfèrent écouler leurs produits dans leur milieu de production que dans le milieu de consommation.

La paupérisation de cette population a une incidence sur le fonctionnement des ISP Opala et ISP Yambula. Les nouveaux diplômés d'Etat ont du mal à poursuivre leur formation supérieure. Peu de diplômés qui s'y inscrivent, paient difficilement les frais d'étude, alors que ces frais constituent la ressource financière principale pour le fonctionnement de ces établissements.

Concernant le poids de l'origine sociale aux différents paliers, l'approche de BOURDIEU et de BOUDON diverge⁷. D'une part, pour Bourdieu, « c'est la mise en échec des couches populaires par le système éducatif qui rend les étudiants moins enclins à poursuivre leurs études ; ils sont ainsi éliminés ou ils s'auto-éliminent progressivement du système d'enseignement supérieur ». D'autre part, pour Boudon, « la poursuite d'études correspond, à chaque bifurcation, à une décision des étudiants, en fonction du rendement perçu des études en termes de position sociale ». Dans ce cas, le poids de l'origine sociale devrait augmenter à mesure que l'on monte dans les niveaux d'études. En effet, les jeunes dont les positions sociales d'origine sont les plus élevées ont d'autant plus besoin d'atteindre un niveau élevé d'études pour au moins conserver leurs positions : « A partir du moment où il existe des strates sociales, il existe aussi des disparités devant l'enseignement qui apparaissent d'autant plus marquées qu'on adresse à des niveaux plus élevés du système scolaire ».

Somme toute, la faible circulation monétaire et le manque des moyens financiers qui caractérisent ces deux territoires influent négativement sur le fonctionnement de l'ISP Opala et ISP Yambula du fait que ces institutions n'ont pas des moyens bien attendu financiers, pour rémunérer leurs personnels, pour acheter les matériels de bureau et de didactique et enfin pour construire des infrastructures de base.

IV.2.2. Les problèmes des infrastructures pour le fonctionnement des ISP Opala et Yambula

Les milieux ruraux connaissent une léthargie macabre en infrastructure. Les infrastructures de base sont soit quasi-inexistantes soit en état de délabrement très avancé. Il s'agit bien des bâtiments ou locaux susceptibles d'héberger l'ensemble des services et personnels de ces institutions.

A. Le manque des bâtiments propres pour le fonctionnement de l'ISP Opala et ISP Yambula

Pour ce point, il est question de savoir si l'ISP Opala et ISP Yambula ont leurs bâtiments propres et capables d'abriter l'ensemble de leurs services. Notre passage auprès et à côté des autorités académiques de ces institutions nous a fait comprendre que l'ISP Opala et l'ISP Yambula n'ont pas leurs propres bâtiments pour abriter l'ensemble de leurs services.

⁶BERTHOD-WURMSER M, *Pauvreté, précarité, solidarité en milieu rural*, Rapport Tome I, IGAS, Paris, 2009, p4.

⁷MAGALI JAOU-LGRAMMARE ET NADIA NAKHILI, *Quels facteurs influencent les poursuites d'études dans l'enseignement supérieur ?*, COREQ, Marseille, 2010, p5.

Cependant, l'ISP Yambula occupe les anciens locaux abandonnés par la société BUSIRA-LOMAMI dans le village Yambula en Chefferie des Baluolambila. Nous pouvons reconnaître que ces locaux semblent suffisants compte tenu de l'effectif des étudiants pour abriter l'ensemble de leurs services mais leurs conditions restent à désirer. Les états de meubles, bacs, tableaux, portes et fenêtres ne favorisent pas un bon climat de travail et d'enseignement.

Si l'ISP Yambula, dès son implantation, a bénéficié d'un appui de la base en héritant des locaux abandonnés par la société BUSIRA LOMAMI, l'ISP Opala, par contre, demeure jusqu'à nos jours sans locaux pour son administration moins encore pour les activités académiques. Au matin de sa création, ce dernier avait bénéficié d'un bureau de liaison dans la Ville de Kisangani. Faute des moyens pour honorer la part de son contrat bail, l'ISP Opala s'est vu déguerpi et jusque là, il est sans abri. Sur le terrain en territoire d'Opala, la situation reste la même. C'est seulement vers la fin de l'année 2020 que l'ISP Opala a bénéficié d'une cession provisoire d'un vieux bâtiment appartenant à Monsieur Lisanga Mbula et en a érigé son bâtiment administratif appelé « BATAM ». Réhabilité partiellement, ce bâtiment n'abrite qu'un tiers des services administratifs de cet alma mater. Pour les activités d'enseignement, cet établissement ne dispose pas des locaux de cours faute des moyens financiers propres et le manque d'appropriation de l'établissement par la communauté locale. L'ISP Opala recourt souvent aux locaux de certains établissements scolaires en place pour ses enseignements.

B. Logement du Personnel de l'ISP Opala et ISP Yambula.

L'ISP Opala et ISP Yambula ne logent pas leur personnel. La majorité des personnels travaillant dans ces établissements sont logés chacun, soit dans sa résidence propre soit dans la résidence familiale. Il est sans doute vrai que, les corps académiques et scientifiques sont logés dans les domiciles de certains étudiants lors qu'ils se retrouvent sur le terrain entrain de dispenser les enseignements. Ce constat est généralisé à l'ISP Opala tant au siège de l'institution que dans tous les auditoriums délocalisés, cependant, il est partiel à l'ISP Yambula, car ce dernier dispose de certaines maisons abandonnées par la société Busira-Lomami sur place au siège de son institution (au Village Yambula).

Notons toutefois que si la question de logement du personnel n'est pas résolue par de nombreuses institutions ou établissements des villes en République Démocratique du Congo, que sera-t-il au milieu rural où le problème de logement se pose avec acuité. Le problème des infrastructures sociales est observable dans les milieux ruraux que dans les milieux urbains.

IV.2.3. Problèmes humains dans les milieux d'implantation de l'ISP Opala et de l'ISP Yambula

Le milieu d'implantation d'un établissement d'enseignement supérieur et universitaire est censé doter cet établissement des ressources humaines. Celles-ci doivent constituer, d'une part, de personnel scientifique, administratif, technique et ouvrier et d'autre part, d'un réservoir des étudiants.

Pour la première dimension, les territoires d'Isangi et d'Opala n'étaient pas capables d'offrir sur place à leurs établissements d'enseignement supérieur des agents de service à la veille de leur création respective. Cette affirmation s'explique par l'exode rural des quelques rares cadres universitaires du coin. Un rural qui quitte son Village pour poursuivre ses études supérieures et universitaires en Ville refuse catégoriquement de retourner dans son Village. La majorité d'eux explique cette position par la crainte des vieux sorciers jaloux et des mauvaises conditions socio-économiques du milieu rural en RDC.

En deuxième volet, il est évident que le fonctionnement d'une institution d'enseignement supérieur est tributaire de la présence des étudiants. Sans l'apprenant aucune formation n'est possible. Il faut à tout prix mettre en relation l'apprenant et l'enseignant. Le territoire d'Isangi comme celui d'Opala, présente une potentialité énorme en étudiant pour ces institutions d'enseignement supérieur et universitaire en tenant compte de nombre des diplômés d'Etat produits chaque année.

Les Palmarès des résultats d'examens d'Etat ont démontré, selon Gustave YALOBALI⁸, que le territoire d'Isangi en lui seul produit une moyenne de 1705 diplômés d'Etat par année pour une période allant de 2010 à 2015. Ces diplômés peuvent être orientés dans les différents établissements d'enseignement supérieur de la place. Nonobstant, la plupart de ces diplômés ne remplissent pas les salles des cours de ces établissements. Au

⁸ YALOBALI BOLENE, G., *Politique d'essaimage des établissements d'enseignement supérieur et universitaire au milieu rural à l'épreuve de la gestion administrative*. L'expérience des ISP ISANGI et YAMBULA de 2010 à 2015, Mémoire de licence en Sciences Administratives, Université de Kisangani, 2015-2016, P.46.

moins 98% des étudiants de ces établissements sont des enseignants des Ecoles primaires et secondaires de la place et qui ont peur de perdre leurs postes de travail pour le critère de sous qualification surtout au niveau secondaire.

5. IMPACT DES PROBLEMES SPECIFIQUES DES MILIEUX D'IMPLANTATION SUR LA GESTION DE L'ISPOPALA ET ISPYAMBULA

Il est question ici d'analyser l'impact négatif des milieux ruraux sur la gestion de ces deux institutions dans leurs milieux d'implantation.

V.1. Sur le plan administratif

Comme tous les autres établissements d'enseignement supérieur et universitaire, l'ISP Opala et l'ISP Yambula possèdent chacun, un appareil administratif dirigé par un Comité de gestion. Comme nous l'avions affirmé ci-haut, les problèmes spécifiques (la précarité financière, l'absence des infrastructures de base et l'absence des cadres d'administration) des milieux d'implantation de ces deux établissements d'enseignement supérieur de la RDC influent considérablement sur l'administration de ces établissements d'enseignement supérieur de la province de la Tshopo.

En effet, la structure organique des Instituts Supérieurs comprend des services administratifs attachés à chaque département de Comité de gestion (Direction Générale, Secrétariat Général Académique, Secrétariat Général Administratif et Administration de Budget). A l'instar du Comité de gestion, il est prévu également des services administratifs au niveau des Sections et Départements d'enseignement organisé. Il convient de noter que l'ensemble des services administratifs ne fonctionnent pas au sein de ces deux institutions d'enseignement supérieur. Si le concept administrer signifie prévoir, organiser, commander, coordonner et contrôler, nous prenons le risque d'affirmer que la plupart des établissements d'enseignement supérieur et universitaire en l'occurrence ISP Opala et ISP Yambula évoluant dans les milieux ruraux ne sont pas administrés et, par conséquent, n'ont pas d'administration. Dans sa fonction de prévision, il est recommandé à tout établissement d'enseignement supérieur et universitaire tant public que privé d'avoir un programme ou une politique générale de gouvernance institutionnelle ; ce qui n'existe pas dans les deux établissements sous- étude.

L'absence de division des tâches matérialisée par la non affectation du personnel administratif et technique recruté, la prise de décision loin de son lieu de travail ou dans son domicile constituent les preuves irréfutables de désorganisation administrative au sein de ces établissements. Dans sa fonction de commandement ou de direction, l'on peut noter l'absence ou le non recours des styles managériaux de direction pour l'efficacité de l'administration de ces deux institutions. Enfin, contrôler c'est suivre l'exécution sur le terrain d'un programme, d'une politique générale et d'un ordre donné. L'absence de contrôle est souvent marquée par un laisser-aller, laisser-faire et entraîne souvent la légèreté qui aboutit au dérapage dans l'exécution d'un travail. C'est qui est le cas dans ces établissements d'enseignement supérieur et Universitaire.

Somme toute, les personnels notamment scientifiques de l'ISP Opala et ISP Yambula arrivent et partent de leurs lieux de service quant ils veulent. Le manque de la rigueur, l'impunité, l'absence de contrôle sont les caractéristiques de la gestion du personnel dans ces établissements. L'administration de ces établissements est non seulement domiciliaire mais également non-permanente dans la mesure où elle fonctionne dans les domiciles des membres du Comité de gestion, loin du lieu de son implantation. Ceci est parfois source des tensions et conflits internes et externes.

V.2. Sur le plan financier

Pour ce point, nous avons constaté que la circulation monétaire pose problème dans les milieux d'implantation des ISP Opala et Yambula suite à la raréfaction d'emplois dans le secteur tertiaire. La majorité des fonctionnaires dans ces territoires d'Isangi et d'Opala sont du secteur de l'enseignement primaire et secondaire. Ce dernier constitue l'unique secteur offrant l'opportunité d'emploi aux milieux ruraux en RDC, en général et dans la province de la Tshopo, en particulier. Les frais académiques constituent la première ressource financière d'un établissement d'enseignement supérieur et universitaire.

Le graphique qui suit nous donne une idée sur la perception des frais académiques dans ces deux institutions pendant la période sous- étude.

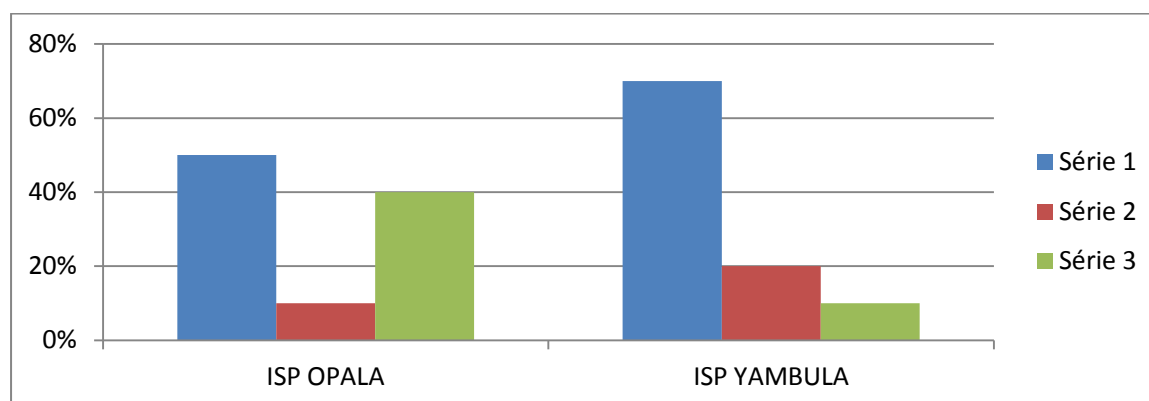


Figure 1. Mode de versement des frais académiques à l'ISP OPALA et ISP YAMBULA

Comme indique cet histogramme, 50 % des étudiants de l'ISP Opala contre 70% des étudiants de l'ISP Yambula versent leurs frais des études en espèce et de façon irrégulière (au delà de l'échéance fixée) ; 10% des étudiants de l'ISP Opala contre 20% des étudiants de l'ISP Yambula versent leurs frais des études en nature (souvent les chèvres ou les boucs) et de façon irrégulière ; En fin, 40% des étudiants de l'ISP Opala contre 10% des étudiants de l'ISP Yambula ne versent, ni en nature moins encore en espèce, leurs frais d'études.

Au regard de ce résultat, il y a lieu de confirmer que le milieu rural contribue à la mauvaise gestion des établissements d'enseignement supérieur, en l'occurrence l'ISP/Opala et ISP/Yambula car, seuls 60% des étudiants de l'ISP/Opala contre 90% de l'ISP/Yambula payent leurs frais académiques, et cela toujours en retard ; ce qui entraîne aussi le retard dans le paiement de prime du personnel, le déploiement des enseignants dans les centres où doivent se dispenser les enseignements.

Disons en définitive que la gestion chaotique des finances dans ces deux établissements est due aux conflits récurrents entre les membres des comités de gestion, d'une part, et ces derniers avec le corps enseignant d'autre part. Les conflits entre les membres des comités de gestion résultent du manque de transparence dans la gestion des frais académiques, et de l'égoïsme de certains d'entre eux. Cependant, l'absence de rémunération du corps enseignant (salaire, prime institutionnelle, prime locale, prestation et d'autres avantages sociaux) le pousse à percevoir directement auprès des étudiants les frais académiques, en guise de son travail accompli.

V.3. Sur le plan académique

V.3.1. Inscription des étudiants à l'ISP Opala et ISP Yambula

Le statut de l'étudiant s'acquiert après son inscription. Ce dernier est un processus régulier et déterminé par la loi en vigueur. L'accès à l'enseignement supérieur et universitaire est soumis à la détention du diplôme d'Etat ou d'un titre équivalent. Un arrêté ministériel fixe ces conditions de façon impersonnelle. Cependant, à l'intérieur du système, la loi précise les conditions particulières d'accès à certaines filières d'études et au 3ème cycle. Le critère le plus déterminant pour l'admission à l'université ou à l'institut supérieur est la détention du diplôme d'Etat. Ainsi, les détenteurs des diplômes de moins de 60% sont soumis à un concours d'admission.

Il faut noter que cette disposition légale n'est pas appliquée lors du recrutement des étudiants au sein de l'ISP Opala et ISP Yambula compte tenu de la raréfaction des candidats à l'inscription. Les candidats ayant obtenu 60% aux examens d'Etat comme ceux ayant obtenu moins de 60% sont tous recrutés de la même façon, parfois après des mois de l'ouverture de l'année académique. La simple présence au cours constitue déjà une inscription pour certains candidats étudiants. Cela entraîne comme conséquence la non- maîtrise de l'effectif des étudiants ou l'absence de la liste déclarative des étudiants.

V.3.2. Le déroulement des enseignements à l'ISP Opala et ISP Yambula

La formation et l'encadrement des étudiants se fait par l'enseignement. Comment se donnent les enseignements à l'ISP Opala et ISP Yambula ? La réponse à cette question demeure la préoccupation majeure que tentera de répondre ce point d'article.

Il convient de signaler que la plupart des étudiants de l'ISP Opala et ISP Yambula sont des enseignants des écoles primaires et secondaires. D'autres sont des chefs des établissements. C'est dans cette optique que les enseignements ne sont pas donnés de façon régulière dans ces établissements des milieux ruraux. Cette hypothèse semble être rejetée si l'on pensait que les enseignements peuvent se dérouler aussi bien dans les après- midis que dans les avant- midis d'autant plus que la majorité des écoles fonctionnent les avant- midis.

La vraie raison résulte de l'indisponibilité des personnels académiques et scientifiques. La plupart de ces personnels sont aussi des enseignants soit dans les établissements supérieurs de la ville, soit dans les écoles secondaires de la ville. Ils attendent qu'ils finissent leurs charges horaires ou qu'il ait des vacances pour qu'ils aillent commencer et finir leurs enseignements dans ces deux établissements d'enseignement supérieur.

Pourquoi les enseignants engagés à temps plein à l'ISP Opala ou ISP Yambula privilégient-ils l'enseignement secondaire en milieu urbain et relèguent-ils en second lieu leurs charges horaires au niveau de ces établissements d'enseignement supérieur et universitaire en milieu rural ? Quelles sont les conséquences qui en découlent de leur choix ? La démotivation du corps enseignant (absence de salaire, prime institutionnelle et locale et absence des avantages sociaux) est un facteur explicatif de cette situation. Les enseignants sont peu motivés faute de la non prise en charge salariale par l'Etat pour les uns et du faible niveau de salaire pour les autres ; l'absence des logements décentes, de la restauration ainsi que du transport en commun ont largement contribué à rendre plus difficiles les conditions des enseignements dans ces établissements. Le manque de motivation du personnel académique, scientifique et administratif entraîne très souvent la fuite des cerveaux, etc. Les conditions sociales précaires, la lutte pour la survie, et la démotivation générale du personnel encouragent l'exode des enseignants vers le secteur de l'enseignement secondaire et empêchent de ce fait la réalisation des programmes de recherche. Ce qui limite les possibilités d'encadrement des étudiants et du personnel scientifique et accroît les risques d'importation, à brève échéance, des enseignants du supérieur.

Si les enseignements se donnent-ils irrégulièrement, périodiquement et souvent pendant les grandes vacances, est-ce que l'on peut croire qu'on respectera le calendrier académique dans ces établissements ? Est-ce que l'on peut imaginer que ces établissements terminent le programme prévu ? Et si l'on termine le programme sans respecter le calendrier et les volumes horaires, quelle serait la qualité de l'enseignement reçu ? Ce sont là autant de questions qui suscitent le débat.

Nous confirmons et réaffirmons que l'ISP Opala et ISP Yambula ne respectent pas le calendrier académique tel que édité chaque année par le ministère de tutelle. D'abord, la rentrée académique s'ouvre trop tard par rapport à la date officielle. Il en est de même pour la clôture qui intervient aussi trop tardivement par rapport au calendrier officiel. Notons que ce sont seulement les étudiants finalistes qui terminent à temps le programme pour s'offrir l'opportunité de la collation des grades académiques dont la date butoir s'impose à tous les établissements. Signalons aussi que la politique de semestrialisation n'y est pas observée de stricte rigueur.

Nous avons également remarqué que le programme d'enseignement souffre de la mauvaise application. Certains cours manquent des enseignants qualifiés pour les assurer. Ce qui fait que les étudiants montent les auditoriums sans étudier d'autres cours jusqu'à ceux qu'ils finissent leur cursus académique. La plupart des enseignements sont assurés par les Assistants et rares Chefs de Travaux locaux ou visiteurs.

6. CONCLUSION

Parler des Instituts Supérieurs Pédagogiques notamment l'ISP Opala et ISP Yambula c'est parler de la mission de ces derniers dans la vie sociale. Tous les établissements d'enseignement supérieur pédagogique de la République Démocratique du Congo ont les mêmes missions, notamment : former les enseignants qualifiés du secondaire dans toutes les disciplines de formation générale, technique, artistique et professionnelle ; organiser la recherche dans le domaine de la pédagogie appliquée afin d'améliorer la qualité de l'enseignement maternel, primaire, secondaire et professionnel ; vulgariser les résultats de la recherche notamment par la production et la diffusion des manuels scolaires adaptés.

L'enseignement supérieur et universitaire est un secteur appelé à jouer un rôle important dans la destinée des nations. Ce rôle important passe à travers des tâches que des institutions de ce secteur exécutent dans la production et la reproduction du savoir, la formation des ressources humaines et l'augmentation du potentiel de faire la recherche au profit de la société dans laquelle elles sont implantées. A l'instar de ses missions classiques, l'enseignement supérieur et universitaire joue aussi un rôle capital dans le développement économique et social, intégré et durable du pays en ayant soin de former des hommes et des femmes compétents, innovateurs, autonomes et libres exaltant les vertus de l'excellence imprégnés des valeurs humaines, morales, spirituelles, culturelles et civiques pour l'éclosion d'une nouvelle société plus prospère et davantage solidaire ainsi qu'éprise de paix. C'est dans cette logique que TILLET affirme que « il n'en reste pas moins que la façon de percevoir l'éducation non comme un système statique, mais comme un processus dynamique, qui évolue et se transforme, y est pour beaucoup. L'apprentissage devient ainsi un moteur du

processus de développement et influe non seulement sur ce qui est appris, mais aussi sur la façon dont on apprend.⁹ »

Les ISP Opala et ISP Yambula sont créés en vue de répondre au problème de sous qualification qui est généralisé dans l'enseignement secondaire dans les territoires d'Opala et Isangi, ainsi que leurs environs. Cependant, la détérioration des termes de la vie de la population congolaise avec l'extension de la pauvreté entraîne la perte d'attraction de l'enseignement supérieur et universitaire dévalorisée comme un site qui n'a plus de pouvoir pour transformer la société. Cette perte de pouvoir de l'enseignement supérieur et universitaire a lieu dans un contexte socio-économique de crise ou le secteur de l'économie informelle prédomine et le chômage étant l'horizon de la population active, le diplôme supérieur et universitaire est socialement dévalorisé. La dévalorisation sociale du diplôme universitaire a donné naissance à une expression populaire dans une langue locale en disant: « mokata eleki Bic » qu'on peut traduire littéralement comme « la machette vaut mieux que le stylo » c'est-à-dire l'activité agricole est plus rentable que l'activité scolaire.

Tout en subissant cette dépréciation, l'enseignement supérieur congolais manifeste une sorte de "résilience" : alors qu'il est frappé depuis des décennies par la rareté des ressources financières que l'Etat congolais en mal en point sur tous les plans ne sait plus lui fournir, l'université continue à offrir des services de formation et de recherche. En dépit de toutes contraintes dues à leurs environnements tant internes qu'externes, l'ISP Opala et l'ISP Yambula sont entrés de lancer dans le monde des affaires leurs produits qui jouent un rôle déterminant dans la formation des jeunes élèves. L'ISP Opala et ISP Yambula produisent au moins 50 gradués et 20 licenciés chaque année. Bien que cet effectif soit faible, ces diplômés contribuent tant soit peu à l'encadrement de la jeunesse au niveau des écoles secondaires. Il est également certain que l'ISP Opala et ISP Yambula ont contribué tant soit peu à la transformation qualitative du territoire d'Isangi et celui d'Opala du fait qu'ils ont réduit le chômage en engageant les fils et filles de terroir et ont contribué via leurs produits à la formation des élèves du niveau secondaire. Ces deux Territoires de la province de la Tshopo doivent attendre de l'ISP Opala et ISP Yambula de ceux qu'ils en ont investis.

Somme toute, l'objectif de cette étude a consisté à analyser l'influence du milieu rural sur la gestion de l'ISP Opala et ISP Yambula. Après notre investigation, nous avons découvert que la relation entre ces établissements d'enseignement supérieur et Universitaire avec leurs environnements est une relation d'ordre dialectique. Les milieux ruraux influencent négativement la gestion administrative, financière et académique de ces institutions et lesdits établissements influencent positivement la qualité de l'enseignement primaire et secondaire dans ces entités. Ils contribuent également au développement de leurs milieux d'implantation. Ainsi, l'Etat doit consacrer les ressources nécessaires pour améliorer les conditions socioprofessionnelles dans ces établissements. Et les ressources que l'Etat va mettre en place doivent être accompagnées d'un leadership organisationnel et fonctionnel des membres des comités de gestion afin de relever les défis que lancent les milieux ruraux. Les résultats de l'expérience de l'impact du milieu rural des ISP Opala et Yambula peuvent être généralisés dans tous les établissements d'enseignement Supérieur et universitaire qui évoluent en milieux ruraux car tous les milieux ruraux de la RDC présentent près que les mêmes problèmes.

REFERENCES

1. BERTHERAT, J. L'essaimage, levier de la création d'entreprise, La Documentation Française, 1989.
2. BERTHOD-WURMSER M, Pauvreté, précarité, solidarité en milieu rural, Rapport Tome I, IGAS, Paris, 2009.
3. FARZAM ARBAB, l'université rurale : éducation et développement, CRDI, Ottawa, 1985.
4. NICOT B.H, De quoi parle-t-on ? SIRIUS Université Paris XII, paris, 2005.
5. OTEMIKONGO MANDEFU ET LOSUMBE BONDONDO, la politique d'essaimage des établissements d'enseignement supérieur et universitaire dans la ville de Kisangani, in Revue de l'IRSA (7-8), 2001.
6. PIDIKA MUKAWA D, la pléthorisation des établissements privés d'enseignement supérieur et universitaire à travers l'exemple congolais. Expression de la demande sociale ou de l'Etat en faillite ?, in codesria, 13ème AG, 5-9/12/2011, Rabat Maroc. Disponible sur jaga.afrique.gouvernance.net/docs/didier-pidika-mukawa.pdf consulté le 17/03/2016 à 13h16.
7. MAGALI JAOU-GRAMMARE ET NADIA NAKHILI, Quels facteurs influencent les poursuites d'études dans l'enseignement supérieur ? , COREQ, Marseille, 2010.
8. RAY BOLLMAN D, Le bulletin d'analyse-Régions rurales et petites villes du Canada, Vol.3, N°3, Ministre de l'industrie, 2001.

⁹ TILLET A.D. cité par FARZAM ARBAB, *l'université rurale : éducation et développement*, CRDI, Ottawa, 1985, p5.

9. YALOBALI BOLENE, G., Politique d'essaimage des établissements d'enseignement supérieur et universitaire au milieu rural à l'épreuve de la gestion administrative ». L'expérience des ISP ISANGI et YAMBULA de 2010 à 2015, Mémoire de licence en Sciences Administratives, Université de Kisangani, 2015-2016.